

8 juillet 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le partenariat entre l'Europe et l'Amérique au sein de l'Alliance atlantique et sur les propositions françaises pour l'élargissement de l'OTAN, Madrid le 8 juillet 1997.

Messieurs les Présidents, Messieurs les Chefs de gouvernement, Monsieur le Secrétaire général, mesdames et messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs,

Il y a huit semaines, nous signions à Paris, avec le président Eltsine, l'Acte fondateur entre l'Alliance atlantique et la Russie. Tournant ensemble la page de la guerre froide, nous avons établi les bases d'une nouvelle organisation de la sécurité sur notre continent.

Le maintien d'un lien transatlantique fort doit en rester un fondement essentiel. Ce lien sera d'autant plus solide que nous saurons établir un nouveau partenariat, un véritable partenariat, entre Européens et Américains. C'est tout l'enjeu de la réforme que nous avons engagée.

Pour lui donner sa pleine satisfaction, il nous faudra parvenir à un meilleur partage des responsabilités dans l'Alliance. Je l'ai dit, il y a dix-huit mois, je le redis aujourd'hui : la France appréciera, le moment venu, les résultats obtenus dans cette direction. Elle décidera alors des conclusions à en tirer pour sa relation avec l'OTAN. J'y reviendrai plus longuement cet après-midi.

Parce qu'elle repose d'abord sur notre adhésion à des valeurs communes, notre Alliance a vocation à s'élargir à tous nos partenaires européens qui partagent ces valeurs : tel est l'un des messages essentiels que nous devons adresser, sans exclusivité, ni ambiguïté, à ceux qui souhaitent nous rejoindre. La porte de notre organisation est et restera ouverte.

Aujourd'hui, nous devons déterminer, parmi les douze candidats, ceux que nous inviterons à engager dès à présent des négociations avec l'Alliance atlantique. La France, avec plusieurs alliés, considère que cinq pays réunissent toutes les conditions pour figurer dans ce premier groupe d'Etats : la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la République tchèque. La Roumanie, sur laquelle certains s'interrogent, a fait un choix clair en faveur de la démocratie et de l'économie de marché. Le peuple roumain aspire dans son immense majorité, la plus forte de tous les pays candidats, à rejoindre notre Alliance.

En quelques mois, sous l'impulsion de ses nouveaux dirigeants, la Roumanie a réglé les contentieux séculaires qui l'opposaient à certains de ses voisins. Les accords qu'elle a signés avec la Hongrie et l'Ukraine ont une portée historique.

Démocratique, en paix avec ses voisins, la Roumanie renforcera le flanc Sud et la cohésion géographique de notre Alliance. Sa contribution efficace aux opérations de maintien de la paix en Bosnie et en Albanie témoigne de la qualité opérationnelle de ses forces armées. Des efforts importants sont déjà engagés pour leur modernisation. Leur adaptation aux standards de l'OTAN sera d'autant moins coûteuse que la Roumanie n'a jamais été intégrée à l'ancien pacte de Varsovie.

Soutenue par la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, l'adhésion de la Roumanie apportera une contribution majeure à la stabilité de l'Europe centrale et orientale. Elle évitera que ne se crée un clivage entre le Nord et le Sud de l'Europe, au moment même où l'Acte fondateur entre l'OTAN et la Russie efface la ligne de fracture entre l'Est et l'Ouest de notre continent.

Toutes ces raisons valent également pour la Slovénie, dont je salue la politique exemplaire.

L'adhésion de ces deux pays est juste, politiquement et moralement. Elle répond à notre intérêt en donnant sa pleine cohérence stratégique à ce premier élargissement. Voilà pourquoi la décision que nous prendrons est un enjeu de ce Sommet. Ne prenons pas le risque de rompre la cohésion des alliés ou d'entamer la crédibilité de l'Alliance en excluant aujourd'hui deux pays qui répondent aux critères que nous avons nous-mêmes fixés.

Je vous remercie de votre attention.\